MARDI
14
JUIN
19H

conférence-débat

RACISME MODE D'EMPLOI

avec Rokhaya DIALLO

À L'ENPJJ (AMPHI), 16 RUE DU CUROIR, ROUBAIX

UNIVERSITÉ POPULAIRE ET CITOYENNE

Université Populaire et Citoyenne à Roubaix

L'université populaire et citoyenne est une association loi 1901, fondée en 2004 par des militants engagés dans des actions d'Éducation Populaire sur la Ville de Roubaix. Elle s'est donné pour objet d'organiser des croisements de savoirs entre citoyens sur les questions d'intérêt général. Elle est à la fois :

- **un lieu de formation citoyen** avec la mise en place de cycles de conférences-débats, de séminaires et de « cafés-citoyens » dans les quartiers. Ces lieux d'échanges et de formation sont gratuits et ouverts à tous.
- **un lieu d'action collective** avec l'organisation « d'équipes de recherche-action sociales » (Eras) créées à l'initiative de citoyens volontaires, chargées de concevoir et animer différents programmes de croisements de savoirs.

En 2011, quatre recherches-actions proposent un programme riche de rencontres sur quatre thématiques :

- **« le racisme et la discrimination »** en développant notamment des ateliers d'histoire locale,
- **« le travail et l'insertion »** en élaborant des propositions visant à « bouger la politique de l'emploi à Roubaix »,
- **« l'écologie urbaine »** en accompagnant le collectif de l'Union dans le projet d'implantation de l'écoquartier de l'Union à Roubaix-Toucoing-Wattrelos,
- **« la santé citoyenne »** par la mise en débat d'une première offre publique de réflexion sur les trois axes : la santé surdéterminée par la précarité ; les difficultés à se soigner ; vivre "bien" avec une maladie ou un handicap.

L'Université populaire et citoyenne veut permettre à tous les habitants de participer à la construction des politiques publiques, en leur proposant à la fois des outils et un espace d'expression.

Université Populaire et Citoyenne à Roubaix
c/o FAL, 20 rue de Lille 59100 Roubaix
Tél : 03.20.82.23.96 / contact@upc-roubaix.org
Toute notre actualité sur www.upc-roubaix.org

Conférence-débat du 14 juin 2011 avec Rokhaya DIALLO

RACISME MODE D'EMPLOI

Dans le cadre de la thématique « Discrimination, Racismes et Mémoires », l'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix a invité Rokhaya Diallo, pour discuter de son ouvrage *Racisme mode d'emploi*. L'invitée de cette conférence du 14 juin 2011 est également présidente de l'association « Les Indivisibles », qui œuvre à dénoncer le racisme ordinaire par l'humour. Plus de cent cinquante participants sont venus écouter et échanger lors de cette soirée dans l'amphi de l'ENPJJ (École Nationale de Protection Judiciaire de La Jeunesse). L'intensité du débat qui a suivi son intervention a pu révéler à quel point la question du racisme anime les habitants de Roubaix et alentours. Cependant le vivre-ensemble ne se décrète pas et l'UPC souhaite engager une réflexion sur les discriminations et les moyens d'actions pour lutter contre elles.

MILITANTE AU CŒUR DES MÉDIAS

Née en 1978, **Rokhaya DIALLO** est à la fois militante et chroniqueuse. Après avoir participé à des activités associatives anti-sexistes et anti-racistes, elle fonde en 2006, l'association **Les Indivisibles** pour « déconstruire, notamment grâce à l'humour et l'ironie, les préjugés ethno-raciaux et en premier lieu, celui qui nie ou dévalorise l'identité française des Français non-Blancs ». Parallèlement, elle anime des chroniques à la radio (RTL et Le Mouv') et à la télévision (La Matinale de Canal +).

En 2011, elle publie le livre *Racisme, mode d'emploi* aux éditions Philisopher-Larousse.

Les grands axes de la conférence

Parcours militant, de l'altermondialisme à l'antiracisme

C'est par sa sensibilité aux questions d'inégalités que Rokhaya Diallo est entrée dans le militantisme. Entre les pays du nord et les pays du sud d'abord, puis entre hommes et femmes. Le racisme est arrivé plus tardivement. C'est à mesure qu'elle progresse dans ses études et lors de ses débuts professionnels que la sensation d'appartenir à une minorité est apparue. On lui pose de plus en plus souvent la question « vous êtes de quelle origine ? ». Elle prend alors conscience de la constante justification de leurs origines qui est imposée aux personnes d'origine africaine, maghrébine ou asiatique.

L'espace de libre expression du racisme

Deux événements plus particuliers lui font prendre conscience de l'espace de liberté dont bénéficie le racisme en France, sans souffrir d'aucune contradiction ou désapprobation : d'abord le traitement médiatique qui est fait de la loi d'interdiction des signes religieux à l'école, en 2004. Sous prétexte de défense de la laïcité, plusieurs personnes ont tenu dans les médias des propos racistes et islamophobes en toute conscience, sans aucune conséquence. Puis en 2005, à l'occasion des révoltes dans les quartiers populaires, les médias redeviennent un espace où le racisme s'exprime impunément.

S'organiser pour résister

Elle décide d'organiser une riposte, un contre-discours, et fonde avec d'autres en 2007 l'association **Les Indivisibles**, s'inspirant de l'article 1er de la Constitution : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Par l'humour et une veille médiatique minutieuse, ils protestent contre la banalisation du racisme dans le discours médiatique. Chaque année, **Les Indivisibles** organisent une cérémonie, les « Y'a Bon Awards », pour récompenser les auteurs de phrases racistes énoncées dans l'espace public. Son objectif : attirer l'attention du public sur ce racisme ordinaire.

Un livre pour donner des outils et provoquer le débat

Si beaucoup de livres ont été écrits sur le sujet, aucun n'abordait réellement le racisme ordinaire, que Rokhaya Diallo appelle racisme « atmosphérique ». Elle souhaitait donner des outils, mais aussi lancer un débat, pour aider à décortiquer cette forme particulière de racisme. Ce n'est pas un racisme individuel, réservé aux « méchants ». Ce racisme ordinaire n'est pas un trait de caractère.

De la légitimation religieuse à la légitimation culturelle

Longtemps, le racisme a été légitimé par la religion chrétienne qui affirmait l'infériorité des personnes à la peau noire pour justifier l'esclavage et la colonisation. Puis des scientifiques ont pris le relais pour renouveler la légitimité de la domination d'une race sur les autres. Ces théories raciales ont été reprises par les nazis et ont mené au drame de la Shoah. Depuis ce traumatisme, le terme de race est discrédité, mais le discours raciste perdure. À nouveau, il s'est reconstruit une légitimité, cette fois sur l'idée de « culture », pour expliquer certains comportements. Et les dérives culturalistes sont désormais très répandues : les noirs qui viennent forcément de petits villages d'Afrique, l'islam intrinsèquement barbare ou encore le qualificatif « issu de l'immigration » pour catégoriser des individus.

C'est la croyance dans les races qui fait vivre le racisme. Le fait de croire que des personnes sont différentes conduit à les traiter de façon différente. Et c'est ce traitement différent qui fait exister les races sur le plan social, alors que les recherches en génétique prouvent que ces catégories n'ont pas de pertinence scientifique.

Quelques clés issues de ce mode d'emploi

L'humour raciste : il y a une différence entre « rire avec » et « rire au détriment de ». La limite est en effet très difficile à distinguer. C'est pourquoi les « Y'a Bon Awards » ont choisi de ne pas nommer d'humoristes.

Sexisme et racisme : « vous êtes belle pour une noire ». Ce genre de phrase trouve son origine dans les idéaux de beauté « blanche » construits par les magazines féminins et la publicité. Pour les femmes non-blanches, il y a une véritable pression : par exemple, en Asie, des femmes se font débrider les yeux. Pour les femmes noires, c'est se lisser les cheveux. Ces injonctions de normalisation sont très fortes et ne pas se transformer devient presque une forme de contestation. Cette intériorisation de normes peut être violente et la question de la beauté montre la façon dont le racisme structure à la fois les rapports sociaux et la perception que les gens ont de leur propre corps.

La repentance : c'est un terme religieux qui est intervenu lorsque les pays qui ont subi l'esclavagisme ont demandé une reconnaissance. La repentance, c'est un mot plus faible, c'est une façon de botter en touche. Il y a une volonté politique de ne pas aller vers cette reconnaissance et d'invisibiliser cette histoire.

Le racisme anti-blanc : il ne faut pas mettre sur le même plan des discriminations qui n'ont pas de commune mesure. Certaines discriminations sont organisées à l'échelle de la société, alors que le racisme anti-blanc ne touche que très peu de personnes.

Les questions de la salle

« Vous disiez que vous étiez étonnée que l'on vous demande quelles sont vos origines. Votre réaction m'étonne. Personnellement, quand on m'a demandé mes origines, je les ai toujours affichées. Est-ce que ce n'est pas le fait de vouloir absolument faire partie de la société française qui fait que l'on est victime de cette méconnaissance ? Le fait de vouloir absolument dire « je suis français », est-ce que c'est une façon de ne pas s'assumer en tant que minorité, en tant que maghrébin, en tant que noir ? Personnellement, j'ai envie de revendiquer d'où je viens, j'ai envie de revendiquer mes origines. »

Rokhaya Diallo : Je suis née à Paris, je ne peux pas m'inventer un passé que je n'ai pas. Vous avez choisi d'avoir un rapport avec votre pays d'origine, mais moi j'ai choisi d'en avoir un autre. Et ce qui est le plus important, c'est la liberté, c'est que chacun puisse se définir comme il l'entend. Personnellement, j'ai beaucoup plus d'attaches avec mon quartier dans lequel j'ai grandi qu'avec le Sénégal. Je suis française et c'est le seul pays qui me reconnaît comme citoyenne, dans lequel je peux voter, dans lequel je suis éligible. Et c'est un état de fait. Je ne m'étais jamais interrogé avant qu'on ne me pose cette question. Mais l'appartenance et l'identité peuvent évoluer au cours d'une vie.

Comment vous situez vous par rapport au Parti des Indigènes de la République mené par Houria Bouteldja ? Elle revendique ses origines indigènes. Quels sont les rapports que vous avez avec elle ?

Rokhaya Diallo : Je m'étais impliqué au départ et j'ai signé leur appel. Nous avons des rapports cordiaux mais notre tonalité est différente, eux sont un parti politique, nous sommes une association. Nous sommes des alliés, nous avons des actions communes, mais avec des formes et des tons différents.

Vous avez insisté dans une interview sur le fait que l'État devait se rendre compte de la nécessité de financer les associations qui luttent contre le racisme en France. Or, si l'on fait le constat que ce racisme atmosphérique est idéologique, qu'il est là depuis des siècles et qu'aucun travail de déconstruction idéologique n'a été entrepris, comment peut-on attendre d'un état profondément raciste, historiquement et idéologiquement, qu'il défende les personnes qui souffrent de ce racisme ?

Rokhaya Diallo : Nous avons eu des financements publics, mais nous savions que ça ne durerait pas. Yamina Benguigui par exemple est responsable des financements qui nous concernent à la mairie de Paris. Nous avons critiqué son film et nous savions que nous perdrions les subventions. De même, nous avons décerné un ***Y'a Bon*** a Fadela Amara pour son soutien à Brice Hortefeux. Connaissant son influence au sein de l'ACSé, nous n'aurons plus jamais de subventions en provenance de cette structure. Mais nous nous sommes organisés pour ne pas en dépendre.

Je ne pense pas que les combats menés par des associations contre des « dérapages », ou des combats judiciaires, puissent faire changer les choses dans un pays structurellement raciste. Pour ma part, je pense qu'un retour à soi-même est nécessaire. Je fais ici référence aux idées de Malcolm X. Pour ceux qui subissent le racisme, je pense qu'il est préférable qu'ils combattent idéologiquement et spirituellement par eux-mêmes pour se rendre compte de qui ils sont.

Rokhaya Diallo : Je suis d'accord avec vous, nous sommes dans un pays structurellement raciste. Mécaniquement, il y a des reflexes racistes qui sont liés à son histoire. Par exemple, la HALDE c'est juste du colmatage. Alors que dans des pays comme les États-Unis et le Royaume Uni, les mouvements de lutte des minorités se sont organisés, en France la marche pour l'égalité n'a jamais pu atteindre une forme d'autonomie. Ils en ont été empêchés par le Parti socialiste et François Mitterrand. Et cela a rendu impossible le rapport de force, une capacité d'action collective. Du fait du manque de mobilisation, les politiques s'en désintéressent car les minorités ne pèsent pas. Le racisme est aussi une question d'intérêt : il est manipulé pour maintenir éloignées des catégories de personnes de certains intérêts, comme des postes politiques ou des logements.

Pour ma part, je ne trouve pas que L'État soit profondément raciste. La preuve, vous êtes dans l'École Nationale de la Protection Judiciaire, dans laquelle j'ai été admis par concours et je peux témoigner qu'un effort très important est fait pour intégrer des minorités dans les effectifs de la fonction publique et notamment dans ceux du ministère de la justice. Par exemple, plus de 30 % de la promotion 2008-2010 est issue de minorités. Mais le problème n'est pas dans l'intégration. Nous sommes tous des enfants de la République, nous sommes passés par les mêmes écoles, de la maternelle à la faculté. S'il y a un problème, c'est celui de l'ascenseur social, et aujourd'hui, la France perd beaucoup de ses talents scientifiques et intellectuels qui fuient dans les pays anglo-saxons.

Concernant le racisme anti-blanc, pour avoir vécu dans des quartiers de banlieue, je pense qu'il existe un ressentiment à l'égard des blancs. Mais il est le produit de la ghettoïsation des personnes d'origines étrangère. Dans ces ghettos sociaux, il n'y a pas de mélange. C'est cette non-mixité et la panne d'ascenseur social qui créent ce ressentiment.

Rokhaya Diallo : Le pouvoir des minorités est très limité. Le racisme anti-blanc n'est pas en mesure d'instaurer un système de discrimination systématique à l'égard des blancs. La plupart des blancs n'ont jamais été confrontés au racisme. Alors que tous les groupes minoritaires, tous les asiatiques, les maghrébins, les noirs y ont été confronté. Il faut lier le racisme à une question de pouvoir et de privilèges. Par exemple, il existe un racisme contre les blancs en Guadeloupe, mais qui détient le pouvoir en Guadeloupe et qui détient la capacité de nuire ?

La question de l'identité est complexe, c'est vrai. Mais n'y a-t-il pas une contradiction dans votre engagement ? Le racisme contre lequel vous vous battez est lié à l'esclavage, à la colonisation qui touche encore jusqu'à aujourd'hui les banlieues. Mais pour mieux lutter contre ce racisme, ne faut il pas remonter à l'Afrique ? Car vous parlez d'un rapport de force nécessaire pour faire avancer les choses : si les pays d'Afrique noire et le Maghreb se sentaient concernés par le racisme en France, je pense que les choses changeraient. Mais dès l'instant que vous-même avez un tel détachement par rapport à origine de vos parents, comment cela est-ce possible ? Personnellement, j'ai un fils de 6 ans et je ne sais pas comment lui transmettre à la fois la France et l'Afrique. Car il me dit : il y a les vrais Français et il y a moi. Comment assumer cette contradiction ?

Rokhaya Diallo : Nous devons être les acteurs de notre propre destin. Ces pays n'ont pas besoin de se préoccuper de ce qui passe ici, car même en Afrique il y a des gens qui agissent de façon raciste. N'y a-t-il pas une contradiction entre le fait qu'il soit important de sentir africain quand on est enfant d'africains et l'enfant qui demande à son père qui sont les vrais français ? Chacun prend dans son héritage ce qu'il a envie de prendre à différents moments de sa vie. Mais, la revendication n'est pas si simple que ça. Je m'étonne toujours que sur la question des origines, les gens m'imposent d'être origine africaine mais que personne ne me présume musulmane alors que 95 % de la population du Sénégal est musulmane. Les gens voient ce qu'ils ont envie de voir.

Quel est votre sentiment par rapport aux expressions « appel d'air » et « droits et devoirs » ?

Rokhaya Diallo : l'« Appel d'air » est un vieux fantasme politique selon lequel « quand il y en a un, dix vont arriver derrière ». C'est utilisé pour effrayer les gens. Sur les « droits et les devoirs » : ce sont souvent les groupes minoritaires qui réclament des droits à qui sont rappelés leurs devoirs beaucoup plus qu'aux autres. On demande aux personnes étrangères ou d'origine étrangère d'être encore plus français que les Français.

Récemment, j'ai rencontré un Martiniquais qui m'a parlé pendant trois heures de l'esclavage. Moi, ça ne n'évoque rien. Par contre, aujourd'hui, on ne parle plus du tout de la question sociale. Il y a quinze ans nous étions tous frères et il n'y avait pas de question raciale. Par ailleurs, je ne suis pas d'accord avec votre remarque sur les cultures. Je pense que nous sommes structurés différemment, selon que l'on soit né au Togo ou en Norvège, selon que l'on soit musulman ou chrétien. Et ces cultures existent et ces différences nous enrichissent.

Rokhaya Diallo : L'esclavage a été aboli il y a plus de 150 ans, mais quand on voit la situation actuelle de la Guadeloupe, les conséquences sur la répartition des richesses sont encore très visibles. Même si la question est ancienne elle a encore une incidence directe. Les stéréotypes forgés à l'époque coloniale ont encore aujourd'hui une incidence sur le regard porté sur les noirs. Les individus n'ont pas à se sentir coupables, mais il y a une responsabilité collective. En tant qu'héritiers d'un système, il y a une responsabilité de chacun de le dénoncer quand on peut le faire. La question de l'esclavage en France est invisible. Dans l'imaginaire collectif français, il n'y a aucune image de cette période. Les seules images sont celles de l'esclavage aux Etats-Unis.

Et la question sociale, c'est une autre question, il faut faire la distinction. Il y a des gens qui ne sont pas pauvres, qui

ne vivent pas en banlieue et qui sont victimes de racisme. Et c'est l'erreur qu'a toujours faite la gauche d'invisibiliser la question raciale derrière la question sociale. Aimé Césaire à son époque a quitté le parti communiste pour cette raison, car il se disait victime du « fraternalisme ». Il écrivait dans sa lettre de démission : « l'heure du nous-mêmes a sonné ».

> ***À chaque fois que l'on parle de racisme, on part d'un référentiel qui est « tous les hommes sont nés libres et égaux » et d'une exception que serait le racisme. Or historiquement, il me semble que c'est plutôt le racisme et la perception de l'autre comme différent qui sont la règle, et les Droits de l'Homme l'exception. À partir de quand peut-on définir qu'une personne est raciste, comme Jules Ferry ? À partir de quand peut-on parler d'antiracisme ?***

Rokhaya Diallo : Il faut faire la distinction entre racisme et ethnocentrisme. Ce que Claude Lévi-Strauss définit comme l'ethnocentrisme, ce n'est pas du racisme. C'est le rapport que l'on a à l'autre et la façon que l'on a de considérer son propre groupe comme référent par rapport au reste de l'humanité. Le racisme, c'est considérer les autres comme définitivement « autres » et instaurer une forme de domination.

> ***Il y a un palmarès des personnes qui sont victimes du racisme ambiant. Et parmi elle la femme en foulard, qui cumule un peu les tares. C'est assez contradictoire : on la plaint et en même temps on a envie de « l'invisibiliser ». Pour cela, on utilise la question du féminisme. Ce racisme s'illustre par exemple très récemment avec l'exclusion des mamans voilées des sorties scolaires. Alors que l'école a un problème pour faire participer les parents d'élèves dans la vie de l'école, on prétend choisir qui fera partie de la communauté éducative : c'est le « racisme respectable ».***

Rokhaya Diallo : L'instrumentalisation du sexisme est une question à laquelle je suis particulièrement sensible. Ceux qui ont invoqué le féminisme à l'Assemblée nationale pour combattre le port du voile dissimulent en réalité une lutte contre l'islam car ils ont par ailleurs voté contre toutes les réformes législatives qui consistaient à faire avancer le droit des femmes. C'est un féminisme à géométrie variable. Mettre à l'écart de l'école les mamans qui portent le voile est une aberration en termes de signal pour les enfants et de plus c'est illégal. Il faut revenir à la lettre de la loi de 1905.

> ***En tant que père de famille de quatre enfants adultes, je souffre du racisme. Je suis né en France, je suis Français. Et j'ai peur de ce climat nauséabond. Qu'est ce que vous nous proposez pour empêcher que nos enfants, les citoyens de demain, soient sacrifiés ? En tant qu'association politique, que proposez-vous pour faire réellement bouger les choses ?***

Rokhaya Diallo : Quelques armes, rapidement : la vigilance et l'organisation, la solidarité. Il faut créer des instances de résistance, être vigilant pour ne rien laisser passer et résister contre un système de plus en plus oppressant.

SÉMINAIRE : CULTURE, MÉMOIRE ET DISCRIMINATION

Au lendemain de l'intervention de Rokhaya Diallo, une vingtaine de personnes ont souhaité participer à ce séminaire afin de prolonger la réflexion sur les questions de racisme et discrimination. Des avis différents se sont exprimés sur la conférence de la veille, mais un constat était largement partagé : le racisme et les discriminations sont toujours d'actualité, tant sur le plan national que local. Chacun a pu expliquer son expérience face au racisme dans son parcours ou son quotidien et sa vision des actions à mener pour améliorer la situation. Que ce soit dans leur activité professionnelle, dans leurs engagements associatifs ou tout simplement dans leur vie de Roubaisiens, tous sont animés par la conviction que beaucoup de travail reste à faire. Invités à critiquer l'existant localement, mais aussi à essayer d'explorer des réponses possibles, les participants se sont répartis en trois ateliers, abordant chacun une question. Les synthèses des réflexions des trois groupes ont ensuite été présentées pour engager un débat avec l'ensemble des participants.

Atelier 1 : Lutter contre le racisme

Partant de la réflexion de Rokhaya Diallo à propos du racisme atmosphérique, ce groupe de travail a tenté d'analyser les composantes de ce racisme, en s'appuyant sur l'actualité et les expériences de chacun, à Roubaix ou ailleurs.

Un système de compétition, source de discriminations

Un exemple a été donné pour illustrer le racisme ambiant et donc les freins structurels à l'intégration. Une jeune femme d'origine immigrée, bien qu'elle réussisse de brillantes études dans une grande école à Paris, n'est pas parvenu à trouver un stage à la fin de son cursus. Cela illustre bien l'idée d'une course avec sur la même ligne de départ différents concurrents, mais certains avec plus de poids sur le dos. Pour certains, il y a des difficultés supplémentaires à dépasser pour réussir « comme les autres ». Les discriminations sont donc en parti dues à ce système fondé sur la compétition, qui permet à certains de s'en sortir et à d'autres pas.

Immigration et pauvreté : la racialisation de la question sociale

Dans la continuité de ce que Rokhaya Diallo expliquait la veille, les participants sont revenus sur la racialisation du social. À l'image des propos qui peuvent être tenus dans les médias, les personnes d'origine immigrée souffrent d'une assimilation mécanique à la délinquance, comme si les deux caractéristiques étaient liées. Or, les participants ont rappelé qu'avant d'être immigrés, les délinquants sont d'abord pauvres. Le problème principal n'est donc pas dans l'origine immigrée de ces personnes, mais dans le fait qu'elles sont coincées dans les classes les plus pauvres de la société.

La banalisation du racisme jusqu'au plus haut niveau

Les habitants ont pu témoigner chacun à leur manière de leurs expériences du racisme. Le constat est unanime : la situation s'est aggravée dans temps. Pour les nouvelles générations, il est parfois plus difficile d'accéder à un logement, à un travail que cela ne l'a été pour leurs parents. Le racisme s'est répandu jusque dans les cours de récréation, où un participant raconte que les enfants se demandent entre eux de quelle race ils sont.

Ce racisme « atmosphérique », comme l'appelle Rokhaya Diallo, les participants le ressentent. Dans les petites remarques, qui peu à peu s'accumulent, jusqu'à rendre le quotidien étouffant, agressif. Cette banalisation est d'autant plus grave qu'elle touche aux plus hauts niveaux. Le racisme se « décomplexe » et s'institutionnalise. Les exemples donnés vont des discours prononcés par le Président de la République au sujet des Roms aux contrôles policiers. Ce qui peut légitimement inquiéter : si le racisme d'État est légitimé, n'y a-t-il pas un risque de racisme sans limites ?

Racisme et communautés

Cet atelier a souligné la dévalorisation générale de Roubaix et de ses quartiers, qui crée des mouvements de rejet et de discrimination. Ainsi, le racisme touche même les communautés entres elles. À l'égard des Roms par exemple, les discriminations sont venues de toutes parts, de peur d'y être amalgamé. Les participants notent cependant que les communautés Roms préfèrent encore venir s'installer dans les quartiers les plus populaires, dans lesquels elles trouvent de la solidarité.

Proposition d'actions

Sur le plan théorique, deux axes de travail ont émergé : premièrement, faire basculer le débat moral vers un discours anthropologique. Concrètement, cela signifie

repartir des Droits de l'Homme, de quelque chose d'universel et de transversal à toutes les cultures pour aborder la question du racisme. La seconde recommandation est de rendre la lutte positive : arrêter de lutter « contre quelque chose » et se donner des objectifs positifs, tels que lutter pour la paix, pour la solidarité.

Sur le plan concret, deux propositions ont également été formulées. La première idée est de partir de la base, à l'exemple du collectif « 100% tolérance » : aller dans les cours d'écoles et parler aux jeunes pour lutter sur le terrain contre la banalisation du racisme.

La seconde proposition concrète part du constat à Roubaix du manque de lieux d'accueil et d'écoute pour les victimes de discrimination. Ce type de structure pourrait voir le jour pour accompagner ces victimes d'une part, mais aussi agir sur le plan institutionnel : aller mettre sur la place publique toutes les formes de discrimination et de racisme, les porter devant les institutions judiciaires et devant les médias. L'association « Article 1er » à Mons pourrait être un exemple intéressant.

Plus fondamentalement, cet atelier a proposé de réfléchir aux causes structurelles de ces discriminations. Plutôt que de tenter de rétablir l'égalité entre les concurrents sur la ligne de départ, ne faut-il pas remettre en cause l'idée même de compétition ? Car tant qu'il y aura une course, il y aura des facteurs de discrimination, il y aura des gagnants et nécessairement des perdants. Ce questionnement se rapproche des collectifs des indignés qui manifestent actuellement un peu partout dans le monde et interrogent notre modèle de civilisation et notre définition du bonheur. Est-ce que l'égalité c'est avoir trois téléphones portables, deux voitures et une grosse maison ?

Atelier 2 : Lutter contre les discriminations

Redéfinir la discrimination

Toutes les différences sont elles sources de discrimination ? Cet atelier a proposé de revenir sur le sens de ce mot. Au regard des différents degrés de préjudice que peuvent causer des discriminations, une hiérarchie peut être pertinente. Ainsi, il a été proposé de réserver le terme de discrimination aux inégalités entre catégories de personnes qui implique une forme de pouvoir de certains sur d'autres. Ainsi, quand des enfants mettent à l'écart l'un des leurs, cela relève de l'ostracisation. Par contre, quand c'est une catégorie de population dont l'accès à certains droits est limité, alors c'est de la discrimination.

Les discriminations à l'emploi : l'exemple de la méthode IOD

Cet atelier a travaillé à partir des discriminations sur le marché de l'emploi, en s'appuyant sur l'expérience de la méthode IOD. Pour cette dernière, la discrimination est liée à la peur de prendre un risque. Concrètement, cette méthode vise à accompagner vers l'emploi des personnes qui cumulent des freins à l'embauche, mais avec une approche inversée des dispositifs classiques. Elle ne se focalise pas sur l'inadéquation des personnes au monde du travail mais cherche à accompagner en même temps l'entreprise pour accueillir ces personnes. Le dispositif joue le rôle de garant auprès de l'employeur, afin de diminuer l'impression de prise de risque. Cette méthode se fonde sur la capacité de l'individu à assumer un poste dans une entreprise. Elle correspond en cela à l'état d'esprit anglo-saxon, où les demandeurs d'emploi sont évalués à la tâche, pas sur des impératifs formels que sont les entretiens ou le CV. Cette méthode met en évidence que les discriminations relèvent fondamentalement de craintes. Lutter contre les discriminations revient donc bien souvent à restaurer de la confiance entre les gens.

L'importance des politiques publiques…

Le pouvoir politique a également pour rôle de donner une vision. Actuellement, la vision est plutôt celle d'un secteur privé qui serait responsable de la question de l'emploi. En effet, les financements publics favorisent les emplois aidés très courts et c'est aux entreprises d'assurer l'embauche définitive, d'assurer l'emploi. Mais c'est une façon de rejeter l'accusation du chômage sur le secteur privé. Or, c'est aussi

le rôle du service public que d'assurer des emplois et de diminuer les discriminations sur le marché du travail. La création des emplois-jeunes a été citée comme exemple : en assurant pour les jeunes un emploi d'une durée de cinq ans et la possibilité de se former, cela offrait aux jeunes une véritable opportunité de se construire et de dépasser ses difficultés.

…et le rôle de la médiation sur le terrain

Localement, les médiateurs ou les intermédiaires sont essentiels pour lutter contre les discriminations. Dans le domaine de l'emploi, l'accompagnateur doit permettre aux personnes souffrant de discriminations de ne pas s'enfermer dans une posture de victime. Ensuite, il doit permettre aux gens de communiquer entre eux, de se parler. Un participant raconte par exemple que dans une réunion du programme SPIRAL, qui se déroule actuellement sur les Quartiers Ouest de Roubaix, des chefs d'entreprises locaux se déclaraient prêt à embaucher des jeunes du quartier, mais qu'il n'avait jamais été associés aux projets sur le sujet. Il existe une certaine diabolisation des entreprises et les intermédiaires doivent servir de relais, pas d'isolants entre les différentes parties.

Atelier 3 : Questions mémorielles

Les inégalités de la mémoire

Des mémoires sont plus ou moins évoquées, certaines ne le sont pas du tout, d'autres encore sont évincées. La

démocratisation de la mémoire est donc un enjeu pour parler d'égalité de la mémoire. Cet atelier a donc distingué l'histoire officielle, celle établie scientifiquement, de l'histoire personnelle, celle des gens, au niveau local. Les champs d'études et les méthodes de ces deux approches sont différents et l'enjeu de la démocratisation est donc d'empêcher l'une de s'imposer à l'autre. Plusieurs participants ont ainsi fait part de leur frustration que les mémoires individuelles, notamment celles des personnes âgées, soit si peu mises à contribution, alors qu'elles représentent des sources d'informations très riches. Dans le but de transmettre ces mémoires locales et pour que la jeunesse se les approprie, il a été proposé de compléter les cours d'histoire à l'école avec des déclinaisons locales, des témoignages sur la façon dont l'histoire nationale et européenne a été vécue localement.

Les inégalités de la mémoire se jouent également entre les communautés. Par exemple, la mémoire des travailleurs sans-papiers est presque invisible, à l'image de ces personnes qui vivent dans la clandestinité, de la façon la plus discrète possible. Au contraire, les Roms ont une existence sur l'espace public autrement plus visible. Leur mémoire s'impose au public.

Que faire des mémoires qui divisent ?

Polémique sensible et rapidement politisée, cet atelier a souhaité attirer l'attention sur la nécessité de dépassionner des questions comme celle du passé colonial. Cependant il reste essentiel d'aborder ces sujets avec les gens et les institutions. Le dialogue est en effet essentiel, pour ne pas laisser se construire des mémoires juxtaposées. Cela empêche en effet la création d'un espace républicain où les gens se mélangent pour échanger leurs mémoires. L'absence de dialogue peut ainsi donner naissance à de la discrimination.

Pour engager ce dialogue, de nouvelles façons de présenter l'histoire sont à inventer. Par exemple, des métiers de médiateurs dotés de nouvelles compétences pourraient être mis en place, afin d'aider les gens à comprendre ce qui les relie, à construire une mémoire partagée.

Construire la mémoire est un acte hautement politique, et un des participant propose cette devise : « S'il n'y a personne pour retransmettre la mémoire des moutons, ce seront des loups qui le feront ».

Mémoire et souffrance

Certaines mémoires, notamment liées à des discriminations, sont de véritables traumatismes. Les évoquer est un des moyens de se construire. Néanmoins, certaines mémoires sont vécues comme des échecs, des humiliations et peuvent être sources de conflit psychologique et social. C'est pourquoi une approche sélective de la mémoire permet d'exprimer ce qui est transmissible et de garder confidentiel ce qui est intime.

La difficulté d'évocation de la mémoire peut également trouver son origine dans l'environnement, dans l'incapacité à entendre la mémoire. Le psychanalyste Boris Cyrulnik explique par exemple que si les juifs rescapés des camps de concentration ont mis quelque cinquante ans pour raconter ce qu'ils avaient vécu, c'est parce que la société n'était pas prête à entendre leur récit.

L'évocation des mémoires peut aussi être l'occasion de concurrence mémorielle. Afin d'éviter cet écueil, les mémoires ne doivent pas se cloisonner. Les mémoires différentes sont l'occasion de dialogue et de création de liens sociaux.

Comment mettre en débat le patrimoine de Roubaix pour lutter contre les discriminations ?

Quelques propositions d'initiatives à mettre en œuvre localement ont été formulées. Premièrement, sur La Tossée et ses anciens ouvriers : il y a beaucoup d'attente autour de ce projet et les participants de l'atelier ont recommandé de ne pas le dénaturer. Dans cette usine, des ouvriers de toutes origines ont travaillé. Des résultats peuvent être attendus sur le plan de la lutte contre les discriminations.

Cet atelier rappelle que le site internet de l'INA a récemment mis en ligne d'innombrables archives radio et télévisuelles, qui permettent de retrouver des actualités d'époques sur Roubaix et alentours. Cette démocratisation est également poursuivie par la mise en ligne des fonds d'archives des conseils généraux. C'est l'occasion pour tout un chacun de s'enrichir de cette mémoire locale et de se l'approprier.

Le Conseil des Quartiers Ouest de Roubaix s'est engagé quant à lui dans une démarche de valorisation de son patrimoine. Le bureau d'étude Memoriae a été missionné pour réaliser un premier inventaire architectural de ces quartiers.

Enfin, Halluin a été donné comme exemple d'une ville qui capitalise sur sa mémoire. De nombreuses initiatives y voient le jour, comme des estaminets de la mémoire, des associations de généalogie, des bandes dessinées.

En conclusion, Mathilde Wybo, doctorante en histoire à l'Université de Lille III, a rappelé que la question mémorielle et de la discrimination n'est pas réservée aux Roubaisiens, aux Français ou à d'autres groupes : c'est une question universelle et elle concerne tout le monde.

Conclusion

Toutes ces réflexions sont une matière pour la recherche-action actuellement menée par l'UPC. Elle permettra de préparer les propositions pour 2012-2015 et de se tourner vers l'action. Lors de l'assemblée générale du 23 juin, des propositions de ce qui pourrait être fait sur Roubaix seront discutées pour que le second semestre 2011 soit l'occasion de mettre en débat ce programme d'action.

D'ores est déjà, l'UPC propose d'inventer un programme d'action, de proposer des soutiens à des collectifs, d'animer des ateliers d'intervention citoyenne, dans la logique des indignés. Tout cela en plus de l'offre de conférence / séminaires habituels.

Les cahiers de l'UPC déjà parus

N°1. **Le creuset français, histoire de l'immigration** avec Gérard Noiriel
N°2. **Les politiques d'insertion sont-elles justes ?** avec Simon Wuhl
N°3. **Laïcité, Islam et République** avec Alain Gresh et Michel Tubiana
N°4. **L'Économie solidaire et l'insertion : quels gisements d'emplois ?** avec Bernard Eme
N°5. **Les différents visages du racisme** avec Mouloud Aounit et Pierre Tévanian
N°6. **20 ans de TUC, CES, Emplois jeunes, quel bilan pour avancer ?** avec Bernard Gomel
N°7. **Mixité sociale ou assignation à résidence ?** avec Sylvie Tissot et Saïd Bouamama
N°8. **En attendant l'emploi, changer le travail** avec Bernard Gazier
N°9. **Esclavage-colonisation, qu'avons-nous fait de notre histoire ?** Avec Olivier Le Cour Grandmaison et Christiane Taubira
N°10. **Décroissance, terre et humanisme, du Sahara aux Cévennes** avec Pierre Rabhi
N°11. **Quelle autre Europe sociale ?** avec Bernard Gazier (à Valenciennes)
N°12. **Du RMI à l'allocation universelle** avec Yannick Vanderborght
N°13. **Quelle autre Europe sociale ?** avec Jean Claude Barbier (au pays des Sept Vallées)
N°14. **Quelle autre Europe sociale ?** avec Jean Gadrey et Nicolas Postel (à Dunkerque)
N°15. **La science, le politique et le citoyen** avec Jacques Testart *
N°16. **A quoi sert l'identité nationale ?** avec Gérard Noiriel *
N°17. **Quelle autre Europe sociale ?** avec Dominique Méda
N°18. **Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?** Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi
N°19. **Faut-il en finir avec l'insertion ? Quel nouveau service public ?** avec Robert Castel, Jean Gadrey et Bernard Eme.
N°20. **Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?** 2e Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi
N°21. **Pour sauver la planète, sortez du capitalisme** avec Hervé Kempf
N°22. **La fin de ce monde n'est pas la fin du monde** avec Patrick Viveret
N°23. **Quel accompagnement socio-professionnel ?** avec Olivier Jeanson et Fabrice Moustiez
N°24. **Repenser les migrations** avec Agnès Arquez Roth et Nancy L. Green
N°25. **Une "identité nationale", quelle réalité en 2010 ?** avec Denis Sieffert, Saïd Bouamama, Bruno Mattéï *
N°26. **Vers une sécurité sociale professionnelle ?** avec Francis Kramarz
N°27. **Laissez tomber votre caddie** avec Christian Jacquiau
N°28. **Quelle citoyenneté urbaine ?** avec Jacques Donzelot
N°29. **Apprendre de la précarité ?** avec Florence Aubenas
N°30. **De l'Alma à l'Union : vers un éco-quartier exemplaire ?** avec Sylvain Coquerel et Lucien Kroll
N°31. **Inégaux devant la santé : une injustice inéluctable ?** avec Pierre Aïach *
N°32. **Racisme mode d'emploi** avec Rokhaya Diallo

* à paraître

Directeur de la publication : Bruno Mattei
Rédaction : Gilles Huchette
Photos : Héléna Salazar
Mise en pages : Martin Granger
Imprimé sur papier recyclé par Raza Prod
Tirage: 1000 exemplaires
ISSN : 1778-039X